

LE CAMEROUN, UN RACCOURCI D'AFRIQUE

Pierre Serra

Expert français, Yaoundé.

→ Cameroun Afrique

Résumé de l'article

Plan de l'article

E

En mars dernier, Benoît XVI a effectué son premier voyage officiel sur le continent africain en choisissant le Cameroun, où la communauté catholique est dominante sans être majoritaire. Dans ce pays où l'histoire de l'Eglise est étroitement liée à celle de la construction de l'Etat post-colonial, il a rencontré une Eglise dynamique et un épiscopat puissant mais à l'image de la société camerounaise : unité de façade, contradictions internes, diversité, fractures sociétales mais aussi potentialités humaines, spiritualité vivante et volonté de vivre.

L'Afrique en miniature. C'est le cliché que les agences de tourisme camerounaises proposent pour leur pays. Un slogan qui ne se traduit pas nécessairement par une politique touristique très soutenue, mais qui correspond bien à la grande diversité de ce pays d'Afrique centrale : diversité culturelle, religieuse, linguistique (une partie du pays est anglophone) géographique et climatique. Du nord sahélien (aux confins du lac Tchad) à la grande forêt équatoriale du sud en passant par des massifs montagneux volcaniques à l'ouest (le mont Cameroun culmine à plus de 4 000 mètres) et dans l'Adamaoua, sans oublier ses magnifiques rivages bordés de cocotiers et de mangroves, le Cameroun est effectivement un condensé géographique du continent noir. Un pays particulièrement bien doté par la nature. Des richesses naturelles minières et forestières abondantes, un climat et des terres propices à de nombreuses cultures vivrières ou de rentes, peu de catastrophes naturelles de grande ampleur : pas d'ouragans meurtriers sur le golfe de Guinée, pas de tremblement de terre si ce n'est le mont Cameroun, qui manifeste sa présence tous les 15 ans environ. Parfois des pluies trop fortes emportent des maisons et des équipements collectifs que la puissance publique ne répare plus.

Dans l'introduction de son dernier ouvrage [1], le sociologue camerounais Séverin Cécile Abega, disparu il y a un peu plus d'un an, écrivait des mots très durs qui reflètent le sentiment d'injustice que ressentent la plupart des Camerounais : un décalage entre les richesses humaines et naturelles du pays, et l'état dans lequel l'ont amené les élites au pouvoir depuis l'indépendance. Il estimait que cette situation était à bien des égards représentative de ce qui se passe ailleurs sur le continent.

Les victoires et les avatars des joueurs de l'équipe nationale du Cameroun occupent

l'espace public. Le football et ses stars camerounaises, leurs frasques, leurs rémunérations, leurs amours, leurs déclarations, sont le principal sujet de discussion, via la presse, des citoyens camerounais avec celui de la valse des élites politico-administratives qui se retrouvent en prison pour détournements de fonds. Le football détourne l'attention des citoyens de la réalité de leur pays. L'enjeu du moment est la qualification de l'équipe de football au mondial de 2010. Le Premier ministre Ephraïm Inoni [2] a reçu l'équipe et ses entraîneurs en leur déclarant : « le Cameroun ne peut pas être absent de la première Coupe du monde de football sur le continent Africain ». En 1990, l'accession de l'équipe camerounaise en quart de finale de la Coupe du monde avait détourné l'attention face aux opérations villes mortes lancées à l'époque par l'opposition pour dénoncer les dernières élections présidentielles. Dans le contexte des élections présidentielles qui se profilent en 2011, la non sélection de l'équipe affaiblirait le pouvoir.

Un an avant la visite du Pape, le pays a vécu en février 2008 des troubles très graves dans les principales villes du pays, qui ont fait officiellement 17 morts, cinq fois plus selon les associations de défense des droits de l'homme Amnesty International et l'ACAT. Des jeunes pour la plupart. Les circonstances de ces émeutes de la faim sont claires : une hausse des prix de l'essence pendant la Coupe d'Afrique des Nations que le Cameroun a été à deux doigts de remporter, une grève des transports urbains deux semaines plus tard, le tout sur fond de réforme de la Constitution qui permettra au Président âgé de 74 ans de prendre un nouveau bail de 7 ans à partir de 2011. Dans un contexte de dégradation de la vie quotidienne pour l'immense majorité des citoyens camerounais, des émeutes urbaines menées par les jeunes ont éclaté dans les principales villes du Cameroun. Ces événements, qui se sont arrêtés en quatre jours après une répression féroce et meurtrière, traduisent l'exaspération croissante de la population qui doit faire face à une hausse régulière des prix des produits de première nécessité. La violence et la soudaineté de cette fièvre a surpris. Le pouvoir et les chancelleries, bien sûr, mais aussi l'opposition et les leaders associatifs de la société civile.

Les émeutes de la faim de mars 2008 et la visite du Pape un an plus tard ont ainsi mis le Cameroun à la une des grands quotidiens et hebdomadaires en France. Ce pays africain de 17 millions d'habitants est pourtant discret, à l'image de son président. On en parle peu quand il s'agit des maux récurrents de l'Afrique : pas de guerre civile, pas de famines, un pouvoir qui semble bien accroché. Les revues plus spécialisées la citent cependant régulièrement quand il s'agit de la corruption ou de l'exploitation forestière. Ce pays qui possède des atouts humains et économiques importants, mais aussi géostratégiques à l'heure où les grandes puissances économiques internationales rêvent à nouveau de se partager l'Afrique et ses richesses, présente

des fêlures inquiétantes et des capacités de résistance réelles qui lui permettent de croire que le pire n'est pas annoncé.

LA DIVERSITÉ HUMAINE DU PAYS : RICHESSE CONSTITUTIVE DU PAYS OU DANGER D'ÉCLATEMENT ?

Situé à la charnière de l'Afrique équatoriale et de l'Afrique sahélienne, le Cameroun doit son nom aux immenses bancs de crevettes (*camarones* en portugais) que les capitaines portugais découvrirent au ^{xv}^e siècle à l'embouchure de la Sanaga et du Wouri qui se jettent dans le golfe de Guinée près de Douala, la capitale économique du pays. Le congrès de Berlin en 1885 avait partagé le continent en zone d'influences économiques européennes et avait mis cette région sous la tutelle de l'Allemagne. Le Cameroun allemand fut partagé entre l'Angleterre et la France après la défaite allemande de 1918. A l'indépendance, en 1961, les deux zones anglophones (à l'ouest) et francophones furent réunies. De 1958 à 1970, une terrible rébellion fit des milliers de morts dans le pays Bamiléké qui voulait préserver son autonomie face à un pouvoir central dominé par les élites francophones du nord et du centre du pays. Pierre Messmer fut l'un des derniers gouverneurs français de ce territoire. L'armée française y a mené une répression sévère aussi bien interne que coloniale, que notre histoire nationale occulte largement et qui fit de très nombreuses victimes civiles. Quatre grandes zones de populations structurent le pays : le centre et le sud forestiers où se recrutent une grande partie des élites administratives et politiques proches du président Biya ; le littoral plus tôt ouvert à l'occident, où se trouvent les élites économiques et intellectuelles ; l'ouest montagneux, majoritairement anglophone, marginalisé politiquement où se concentrent les grands marchands et les grandes fortunes, ce qui a valu aux Bamilékés le surnom de « juifs du Cameroun » ; le nord, enfin, rural, à dominante musulmane, où se recrutaient les premières élites politiques du temps du président Ahidjo (1958-1982).

La question ethnique est très présente, mais elle est encore voilée, comme évacuée du discours politique officiel. On compte plus de 200 ethnies au Cameroun. Les résultats du recensement de 2006 ne sont toujours pas publiés, de peur de montrer que les équilibres démographiques qui structurent le pays ne correspondent pas au partage politique du pouvoir hier au bénéfice du nord, aujourd'hui au bénéfice des élites du sud et du centre [3].

Mais sur ce continent les grands mouvements de population qui ont abouti jusque peu avant la colonisation aux peuplements actuels en communautés culturelles stabilisées sont encore dans les mémoires collectives. Chacun connaît l'histoire de ses origines communautaires qui se sont construites sur des migrations et des terres prises à d'autres peuples. L'appartenance ethnique, favorisée, accentuée par le

colonisateur, est très présente dans la construction de l'identité de chacun. Les équilibres politiques des institutions des nouveaux Etats indépendants ont dû en tenir compte. Cependant, la distance avec l'instrumentalisation politique est ténue. Après les émeutes de 2008 qui avaient vu pour la première fois la capitale Yaoundé faire l'objet d'affrontements meurtriers jusqu'alors réservés à Douala ou à l'ouest, fiefs historiques de l'opposition politique, un ministre avait déclaré dans un quotidien qu'il fallait faire partir les étrangers de la ville, sous-entendu les commerçants Bamilékés.

Sur fond de tension politique à venir pour la présidentielle de 2011, de creusement des inégalités, de lutte foncière à l'ouest qui fait émigrer les jeunes dans les villes du pays ou en Europe, et de spécialisation de certains groupes dans le commerce, l'élevage, le transport ou l'administration publique, ces signes peuvent faire craindre à l'approche des échéances électorales un mauvais scénario, comme en Côte d'Ivoire ou plus récemment au Kenya. En avril, des élites du Centre ont écrit anonymement au président Biya pour lui demander d'arrêter les mises en prison des leurs sous prétexte de corruption, de fait pour évincer les outsiders politiques, faute de quoi elles lui retireraient leur soutien. Le signe que les alliances ethniques bougent en vue de 2011.

UNE SOCIÉTÉ QUI S'ORGANISE ET RÉSISTE

Les Camerounais ont une longue histoire de résistance. Autour de l'Union du Peuple Camerounais et du syndicalisme chrétien, qui revendiquaient l'indépendance et la réunification des deux Cameroun, le pays a connu l'une des seules mobilisations de masse de l'histoire contemporaine africaine [4]. La féroce répression de cette mobilisation jusqu'après l'indépendance a eu pour résultat l'arrêt des mobilisations sociales et politiques dans le pays, mais aussi leur continuité à l'extérieur. Le grand écrivain camerounais, Mongo Beti, depuis son exil en France, a fustigé le régime et ses connivences françaises pendant plusieurs décennies au travers de sa revue internationale *Peuples Noirs, Peuples Africains*. Les citoyens Camerounais restés au pays se sont concentrés sur une autre forme de résistance qui passe par des organisations d'entraide collective qui leur permettent de s'adapter au démantèlement des services publics et au clientélisme des administrations [5].

Partout, les conduites d'opposition sont au centre de la vie sociale depuis l'avènement du pluralisme politique qui impose une culture du désaccord. En fait, alors que les régimes établis se sont acharnés à mettre au pas de nombreux acteurs à travers des appareils de contrôle, nous assistons à un brusque retour des comportements et des réflexes refoulés jadis par les structures de domination politique. Aujourd'hui des hommes et des femmes lèvent la tête et affrontent la réalité massive de la violence des pouvoirs qui tuent. [6]

Ces lignes, écrites il y a quinze ans par un grand théologien et sociologue camerounais qui nous a quitté l'année dernière, sont particulièrement adaptées aujourd'hui. Les tontines, les petits systèmes de mutualisation, les services à la personne, l'entraide familiale, le respect des anciens, toutes ces relations sociales de solidarité de proximité valorisées par les cultures traditionnelles sont devenues les nouvelles formes de résistance. L'auto-emploi associatif est devenu la principale méthode d'insertion des jeunes dans la vie active. Une floraison d'associations, de groupements d'intérêt communautaire a vu le jour depuis dix ans. Selon le programme national de gouvernance, il en existerait plus de 50 000. Toutes ces structures prennent la place des services publics qui ont abandonné les secteurs sociaux.

Les politiques économiques promues par les bailleurs institutionnels (FMI, Banque Mondiale) mettent maintenant l'accent sur la réduction de la dette, le contrôle des dépenses publiques et la mise en place de plans de lutte contre la pauvreté. Ces programmes sont vendus aux associations sous un label participatif en leur confiant une partie de la mise en œuvre pour qu'elles « encadrent les populations » afin que ces dernières « jouent leur rôle ». Pour capter ces finances internationales, nombre de fonctionnaires créent leur propre structure. Le Cameroun est le seul pays au monde où la notion d'ONG personnelle existe dans le droit positif. Il s'agit de confier au secteur associatif et confessionnel la prise en charge du social et de la santé des démunis, maintenant que l'Etat n'a plus de pouvoir redistributif. Les citoyens solvables sont pris en charge par des structures de santé privées, les autres sont confiés à la charité compassionnelle subventionnée par les bailleurs et les ONG internationales. Mais les Camerounais ont surtout compris que leur survie passait par la captation de ces fonds mis à leur disposition. La plupart des citoyens, par calcul économique rationnel, y voient une possibilité d'adéquation entre des besoins sociaux, la solidarité et l'auto-emploi. Une lecture utilitariste externe y verrait de l'opportunisme. Voyons-y une formidable capacité d'adaptation à un environnement difficile, même si elle se traduit aussi par une addiction aux financements externes. Ces formes de regroupement autour des activités de solidarité ne permettent pas encore l'émergence de réels mouvements sociaux qui feraient bouger les lignes du débat démocratique [7], mais des réseaux associatifs d'ampleur, préfigurant ces mouvements sociaux, comme l'Association des Citoyens pour les Droits et les Intérêts des Consommateurs (ACDIC), ou Dynamique Citoyenne ont déjà réussi à faire réagir les autorités sur des sujets importants pour la vie des citoyens camerounais, comme le suivi des politiques publiques ou encore les importations massives de bas morceaux de volaille depuis l'Europe qui déstructurent les filières locales. Le Cameroun a produit et continue de produire une pensée forte sur l'inculturation

d'un christianisme authentiquement africain. Cette pensée qui nourrit les Eglises, et particulièrement l'Eglise catholique, permet à cette dernière de jouer un rôle de premier plan au niveau intellectuel mais aussi politique grâce à une pastorale qui met l'homme debout. Les prises de positions de grands prélats, comme hier M^{gr} Ndongmo, M^{gr} Zoa, M^{gr} Verdzekov, ou aujourd'hui le Cardinal Tumi de Douala sont toujours écoutées attentivement par le pouvoir. Le 23 novembre 1997, peu avant sa mort, M^{gr} Zoa prononçait une homélie qui devrait rester la charte de la vision politique de l'Eglise au Cameroun : « Chers politiques, rois, ministres, hauts responsables, n'ayez pas peur, dit le pape, nous ne venons pas discuter vos places, vos responsabilités, nous sommes là pour vous dire que vos places sont des services. [8] » Comme ailleurs dans le monde, les évêques camerounais n'ont pas d'opinions politiques homogènes ; de vraies dissensions existent au sein de la Conférence épiscopale. Certains évêques sont montrés du doigt, les financements liés à la visite du Pape ont fait l'objet de nombreuses controverses. En mars dernier, la violente attaque contre l'épiscopat publiée dans le grand quotidien camerounais *Le Messager* [9], qui évoquait les mœurs et la corruption de quelques prélats, a été très mal vécue. C'était la première fois que l'Eglise camerounaise était attaquée aussi frontalement. Certains y ont vu une attaque des pentecôtistes, d'autres l'expression de débats et de courants divergents dans la Conférence épiscopale. Voyons y un signe positif, celui de l'émergence d'une société civile au sein de l'Eglise qui demande à ses pasteurs de rester sur les pas de leurs grandes figures.

Autour des premières Eglises protestantes norvégiennes et allemandes, les 13 Eglises presbytériennes et évangélistes se sont regroupées au sein du SEPCA (Synode des Eglises Protestantes du Cameroun) pour mutualiser leurs œuvres sociales. Aux côtés de l'Eglise catholique, elles jouent un rôle primordial pour atténuer les effets de la pauvreté et pour faire entendre et faire vivre les valeurs collectives de solidarité. Les Eglises pentecôtistes et les sectes ésotériques attirent de plus en plus de fidèles séduits par cette offre religieuse qui surfe sur l'émotion et l'individualisme.

UNE ADMINISTRATION PUBLIQUE PRÉDATRICE

L'image du Cameroun se détériore quand on évoque l'administration publique et ses pratiques [10]. La plupart des Camerounais dénoncent la corruption et ses effets mais ils la jugent incontournable. Malgré toutes les injonctions des partenaires au développement, ou les annonces du pouvoir pour montrer sa volonté de lutter contre ce fléau au travers de l'opération « Epervier » qui envoie régulièrement des ministres ou des grands directeurs d'administration devenus trop encombrants, en disgrâce, voire en prison pour détournement de fonds publics, le pays ne décolle pas des notes

les plus mauvaises de Transparency International, côtoyant ainsi au fond de la classe les cancre de la gouvernance, comme la Somalie ou le Nigeria voisin. L'Allemagne et le Canada viennent d'annoncer que leur coopération avec le Cameroun ne serait plus une coopération privilégiée : l'insécurité juridique des activités économiques est trop importante. L'arbitraire fiscal et la corruption dans les milieux judiciaires étouffent toute possibilité de développement économique en dehors des barons du régime qui squattent les capitaux de toutes les sociétés rentables et tiennent les services douaniers ou fiscaux. La notation internationale de sécurité des investissements économiques dans le pays a été baissée en 2008 pour cette raison.

Une culture de la corruption s'est répandue dans de nombreux secteurs de la société. Peu de recrutements, d'examens, de concours d'Etat, d'appels d'offres publics qui ne soient soupçonnés de favoritisme. Les démarches administratives, le moindre tampon officiel sont souvent négociés par le plus petit détenteur de la responsabilité publique. Une sorte de privatisation informelle à tous les niveaux du service public s'est mise en place depuis le milieu des années 90 quand, sur la demande des institutions internationales, les salaires de la fonction publique ont été diminués de 75 %, cette diminution ayant été immédiatement suivie d'une dévaluation de 50 % du franc CFA. Depuis, de nombreux fonctionnaires, qui représentent 70 % de l'emploi salarié, se paient directement sur les citoyens usagers des services publics. Il n'existe bien sûr pas d'essence africaine ou camerounaise de la corruption, mais l'impunité qui sévit décourage les nombreux fonctionnaires qui aimeraient sortir de ce mode de gestion des services publics. Les services de l'Etat et les sociétés parapubliques sont devenus un dispositif de redistribution des prébendes étatiques. Ce système qui respecte les équilibres communautaires s'assure que les miettes nourrissent un maximum de bénéficiaires qui dépendent de cette redistribution inégalitaire. Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire avait mis en place un système équivalent dont on sait ce qu'il a donné après sa mort.

Il y a trois ans, le président Biya qui avait déjà théorisé sa politique en parlant de « libéralisme communautaire » a failli être la victime de son système de dérégulation informelle et communautaire de la richesse publique. L'achat de l'avion présidentiel, de sociétés écrans en prête-noms, de hauts fonctionnaires corrompus, s'est révélé être un piège mortel qui a failli entraîner le président et sa famille dans un accident aérien. En juin dernier, le CCFD a publié son 2^e rapport sur les biens mal acquis, où le président Biya est particulièrement indexé à la suite du président Bongo et du président Sassou Ngesso. Ses avoirs détournés en France sont estimés à 70 millions d'euros. Pas une journée ne passe sans que la presse écrite ne dénonce un scandale d'Etat. Les citoyens camerounais de la rue ont pris le parti d'en rire, faute d'avoir prise sur un système ou l'arbitraire et l'impunité règnent. Les chancelleries ou les

institutions internationales mettent en avant le principe de bonne gouvernance pour contribuer à lutter contre le phénomène. A grands renforts de programmes de lutte contre la corruption, d'audits et de culture d'entreprise appliquée à l'Etat, elles tentent de faire bouger les lignes. Elles ne voient pas qu'elles ont contribué à la mise en place d'un système dont elles font partie. En attendant, en mars dernier, les veuves des soldats camerounais morts dans l'affaire de la péninsule de Bakassi organisaient un sit-in devant les bureaux du Premier ministre pour réclamer leurs pensions de reversions, détournées par la hiérarchie militaire.

Comme par effet de contrepoison, les conceptions africaines du pouvoir véhiculées par la tradition sont encore au Cameroun un facteur de stabilité [11]. Le pouvoir politique absolu, auquel tout autre pouvoir est subordonné, est un concept étranger. Tous les pouvoirs sont relativisés et doivent former un équilibre. Le régime camerounais doit en tenir compte, mais comme ailleurs dans le monde, ces traditions issues du monde rural sont mises à mal par l'émergence d'une culture urbaine. L'importance « du village » chez les camerounais urbanisés montre que ces stabilisateurs sociaux ont encore un rôle à jouer.

LA MONDIALISATION : LE CAMEROUN « JOUE BIEN SON RÔLE »

A lire de près les principaux indicateurs macroéconomiques, le Cameroun présente quelques atouts. Un PIB par habitant (1 050 dollars) qui le pousse vers le haut du tableau des pays africains. Un PIB assez élevé à l'échelle du continent et assez bien réparti entre l'agriculture, l'industrie et les services, contrairement à plusieurs pays voisins qui dépendent essentiellement des ressources pétrolières. En revanche, les indicateurs sociaux renvoient le Cameroun en bas du tableau. L'espérance de vie (50,4 ans) est inférieure à des pays comme le Tchad ou le Niger, le taux d'alphabétisation (67,9 %) est largement en dessous de celui des pays africains ayant une économie comparable. L'indice de développement humain (150^e sur 179) place le Cameroun dans la catégorie des plus pauvres de la planète [12]. Une rapide analyse comparative de ces indicateurs révèle que l'économie du pays est basée sur un dispositif de répartition des richesses produites qui organise les inégalités. La Côte d'Ivoire et le Zimbabwe présentent des caractéristiques analogues.

L'intégration économique de l'Afrique Centrale est une vue de l'esprit. Il est impossible aujourd'hui de se rendre depuis Yaoundé dans une seule capitale voisine en empruntant une route bitumée sur tout l'itinéraire. La seule voie de chemin de fer (à voie unique) qui date de l'époque allemande et qui relie Douala à Ngaoundéré a été sous-traitée au groupe Bolloré qui gère également le port de Douala. Il a des intérêts importants au Cameroun et assure le transport de marchandises qui transitent depuis ou vers le Tchad et la Centre Afrique. Ni la Banque mondiale, ni l'Etat, ni Bolloré

comme gestionnaire, ne veulent investir dans le transport des voyageurs par chemin de fer pourtant essentiel dans un pays où tous les chefs-lieux de région ne sont pas encore reliés par une route bitumée.

Les intérêts français et européens dans le pays sont contrôlés par le pouvoir : transit du pétrole du Tchad (exploité par les Américains), exportations de bois, de bananes, de café et de ressources minières. L'émergence de la Chine dans le jeu traditionnel des relations France-Cameroun donne au régime des marges de manœuvre diplomatiques et économiques nouvelles, mais ne remet pas encore en cause le système. Pour la communauté internationale, le Cameroun apparaît comme un îlot de stabilité en Afrique. Le président Biya a su déminer diplomatiquement le contentieux territorial qui l'opposait au Nigeria à propos de la presqu'île de Bakassi, dont les sous-sols marins abritent du pétrole. Dans ce contexte africain, le Cameroun apparaît comme un bon élève, un modèle, comme le rappelait François Fillon lors de sa visite en mai dernier : « Les relations franco-camerounaises sont un trésor qu'il faut préserver. » En clair, tant que le Cameroun jouera bien son rôle de pourvoyeur de matières premières et de défenseur des intérêts économiques occidentaux dans un environnement régional sécurisé et une situation sociale sous contrôle, le système mis en place par le président Biya aura la main libre pour continuer sa politique. Dans les années 80, ce système était déjà dénoncé par quelques Camerounais : « La francophonie, une soi-disant communauté de culture qui n'est en réalité qu'une vaste et subtile manigance [...] en vue de soutenir les intérêts économiques de la France. [13] » « Au nom de quoi les sociétés pétrolières françaises s'adjugent-elles à si bon compte le pétrole d'un pays africain pauvre qui n'a pas trop de toutes ses ressources pour assurer un minimum de bien être à ses enfants ? [14] » Après l'échec du mouvement des villes mortes dans les années 90, le discrédit de l'opposition politique et le repli des Camerounais sur leur quotidien, des signes de réveil citoyens sont toutefois perceptibles. Lors des négociations pour les accords ACP, ce sont les mobilisations citoyennes et l'existence d'une réelle expertise alternative qui a obligé le gouvernement à reculer un peu et à ne signer qu'un accord intermédiaire avec l'Union Européenne.

Au moment où le continent africain redevient un enjeu mondial, on peut penser qu'un modèle africain apparaît au Cameroun : entre d'une part un système public organisant la gestion des prébendes étatiques, et d'autre part un secteur économique de marché qui exploite les exportations de matières premières, émerge peu à peu une citoyenneté militante construite sur les solidarités.

NOTES

[1] Séverin Cécile Abega, *Le retour de la société civile en Afrique*, Presses de l'Université

Catholique d'Afrique Centrale, Yaoundé, 2007.

[2] Remplacé par Philemon Yang le 1er juillet 2009.

[3] Au quotidien, le renvoi d'un individu à son origine ethnique est monnaie courante.

« Ah ! c'est un Bamiléké, il n'aime que l'argent, tu comprends ? Pff... les Bamilékés avec leur solidarité de sorcellerie et leurs deuils. Celui-là, il a la tête dure comme un Bassa... Celui-ci, fais attention, il a la double tête comme le serpent Bamoum. Celui-là encore, il est hypocrite comme un Peuhl et l'autre là, colérique comme un Beti. Le grand Massa là ? C'est un têt. » Ces petits jugements de la rue sur les autres, à l'emporte-pièce, reflets d'une culture populaire, ne sont pas propres au Cameroun ni à l'Afrique.

[4] Lilian Mathieu, « L'espace des mouvements sociaux », Communication présentée au congrès de l'association française des sciences politiques, Lyon, septembre 2005.

[5] Marie-Emmanuelle Pommerole, *La démobilisation collective au Cameroun : entre régime post autoritaire et militantisme extraverti*, Les Presses de Sciences Po, 2009.

[6] Jean-Marc Ella, *Afrique, l'irruption des pauvres*, L'Harmattan, 1994.

[7] Lilian Mathieu, « L'espace des mouvements sociaux », *op. cit.*

[8] Jean-Paul Messina, *Jean Zoa, prêtre archevêque de Yaoundé*, Presses de l'UCAC, Yaoundé, 2000.

[9] Reprodisant un article paru dans le journal français *Golias*.

[10] Lire notamment Jean-Pierre Olivier de Sardan et Giorgio Bruno, « La corruption africaine au quotidien », *Politiques Africaines*, Editions Khartala, 2001.

[11] Engelbert Mveng, *L'Afrique dans l'Eglise, paroles d'un croyant*, L'Harmattan, 1985.

[12] Voir le livre *Etat du Cameroun*, sous la direction de Fabien Eboussi Boulaga, Editions Terroir, Yaoundé, 2009.

[13] Midiohouan, *Peuples Noirs, Peuples Africains*, n° 32, 1986.

[14] Mongo Beti, *Peuples Noirs, Peuples Africains*, n° 12, 1979